



# ENQUÊTE DE CONJONCTURE DU SECOND SEMESTRE 2024 AUPRÈS DES TPE-PME

## L'ATTENTISME PÈSE SUR LA CONJONCTURE

**JANVIER 2025**



À l'occasion de la 80<sup>e</sup> édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, près de 40 000 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées à l'automne 2024.

4 979 réponses reçues entre le 11 novembre et le 4 décembre 2024, jugées complètes et fiables, ont été exploitées au niveau national et ont fait l'objet de déclinaisons pour l'ensemble des régions excepté la Corse et les Outre-Mer dont le nombre de réponses est insuffisant.

Des questions spécifiques sur les Prêts Garantis par l'Etat, les difficultés d'approvisionnement et les investissements verts ont été introduites pour l'ensemble de l'échantillon. 4 906 réponses complètes à ces questions ont été analysées. Des questions supplémentaires sur l'intelligence artificielle ont été introduites pour les répondants interrogés numériquement. 3 013 réponses complètes à ces questions ont été analysées.

Les réponses à ces questions spécifiques ont été redressées sous deux dimensions, de façon à reproduire la démographie des TPE-PME<sup>(1)</sup> françaises :

- Le nombre de salariés, de façon à corriger la sous-représentation des TPE<sup>(2)</sup> parmi les répondants
- Le secteur d'activité, de façon à corriger la sur-représentation de l'industrie et la sous-représentation du secteur du tourisme

Le redressement a été effectué sur la base du nombre d'entreprises dans les différentes catégories.

<sup>(1)</sup> Petites et moyennes entreprises, employant moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 50 M € ou le bilan annuel de 43 M€

<sup>(2)</sup> Très petites entreprises, employant moins de 10 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total de bilan n'excède pas 2 M€

**Les indicateurs ou soldes d'opinions** sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- **Indicateur en évolution** = [(x % « en hausse ») - (y % « en baisse »)] X 100
- **Indicateur en niveau** = [(x % « bon / aisé ») - (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

**Une entreprise est qualifiée « innovante »** si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

**Une entreprise « fortement exportatrice »** réalise plus du quart de son activité à l'international, **« moyennement exportatrice »** entre 6 % et 25 % et **« non-exportatrice »** moins de 6 % (y compris 0 %).

# SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

**La dégradation de la conjoncture des TPE-PME s'est intensifiée au second semestre 2024.** Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires perd 8 points ce semestre à -6, soit 20 points sous sa moyenne historique, alors que les carnets de commande se sont davantage dégarnis. Aucun secteur n'est épargné, mais les TPE-PME des Services (aux entreprises ou aux particuliers) sont en moyenne moins en difficulté que celles des autres secteurs. L'emploi, qui s'était montré plus résilient que l'activité jusqu'ici, s'ajuste à la baisse avec retard. L'indicateur d'emploi perd 10 points en 6 mois à -1, et s'éloigne ainsi de sa moyenne historique (+8). Dans ce contexte peu propice aux embauches, les difficultés de recrutement continuent de reculer.

**La situation financière se détériore en 2024.** L'indicateur relatif à l'évolution récente de trésorerie recule de 4 points sur le semestre et rejoint son niveau moyen de long terme. 27 % des TPE-PME jugent désormais leur trésorerie difficile, une proportion en hausse d'1 point sur un an. L'accès au crédit de trésorerie s'est légèrement durci au second semestre 2024, 14 % des TPE-PME ayant rencontré des difficultés à financer leur exploitation courante (+1 point). **Les craintes de non-remboursement des Prêts Garantis par l'État (PGE) demeurent toutefois stables**, à 4 % des TPE-PME ayant obtenu un PGE. Les remboursements se poursuivent par ailleurs, avec 22 % ayant déjà intégralement remboursé leur PGE (+3 points en 6 mois). Les TPE-PME n'ayant pas encore remboursé leur PGE ont continué de puiser dedans au second semestre, 56 % d'entre elles en ayant consommé la quasi-totalité (47 % en mai 2024).

**Les conditions d'accès au crédit d'investissement restent favorables. La contrainte de débouchés, en forte hausse, est de loin le principal obstacle à l'investissement, devant le coût du crédit.** 11 % des TPE-PME ayant cherché à investir ont rencontré des difficultés à financer leurs investissements, une proportion stable sur le semestre et proche de celle observée avant la crise sanitaire. Le principal obstacle à l'investissement rencontré par ces TPE-PME est l'insuffisance de demande, cité par 59 % d'entre elles. Le coût du crédit reste un obstacle majeur mais continue de reculer (45 %), en lien avec la détente des taux d'intérêt accordés aux entreprises. La rentabilité et la concurrence apparaissent comme des obstacles de plus en plus importants, des proportions en hausse de 4 à 5 points ce semestre.

**Le manque de débouchés, la concurrence croissante, le coût du financement encore élevé, auxquels viennent s'ajouter les incertitudes politiques et économiques, se traduisent par un recul de l'investissement.** 43 % des TPE-PME ont investi en 2024, une proportion en baisse de 3 points sur 1 an. L'indicateur sur l'évolution des dépenses d'investissement perd 6 points sur 1 an à -11 et s'éloigne sensiblement de sa moyenne de long terme (-2). La part de TPE-PME ayant réalisé des investissements verts se stabilise en revanche, autour de 30 % en 2024.

**Les dirigeants ne prévoient pas d'amélioration en 2025.** L'indicateur prévisionnel d'activité perd 7 points sur un an à -3, un niveau sensiblement inférieur à sa moyenne de long terme (+16). L'indicateur recule dans l'ensemble des secteurs à l'exception des Transports, où il reste toutefois à très bas niveau. Les PME d'au moins 100 salariés sont plus optimistes que celles de plus petite taille, même si leur croissance resterait peu allante. Dans ce contexte, les TPE-PME prévoient de freiner plus encore leurs embauches en 2025 et les intentions d'investissement continuent de baisser.

**Les TPE-PME utilisent de plus en plus l'intelligence artificielle générative (IAG).** 31 % des TPE-PME y ont recours, dont 8 % régulièrement, une proportion qui a doublé en un an (15 % en novembre 2023). Les principaux usages identifiés sont la génération de contenus écrits (pour 68 % d'entre elles, soit une proportion en hausse de 14 points sur un an) et la recherche, collecte et analyse de données ou d'informations (57 %), suivis par la traduction (36 %) et la génération de contenus visuels (31 %). Les dirigeants de TPE-PME n'ayant pas recours à l'IAG l'expliquent avant tout par l'absence d'identification d'usage au sein de leur entreprise (pour 70 % d'entre eux), puis par le manque d'expertise (pour un quart). 13 % n'y ont pas recours par crainte d'un mauvais usage des outils.

# LES CHIFFRES CLÉS

**-6**

**Solde d'opinion sur l'évolution de l'activité en 2024**

En baisse de 14 points sur un an

**43%**

**Part des TPE-PME ayant réalisé des investissements en 2024**

En baisse de 3 points sur un an

**29%**

**Part des TPE-PME ayant réalisé des investissements verts en 2024**

Quasi-stable sur un an

**59%**

**Part des TPE-PME citant l'insuffisance de demande comme frein à l'investissement**

En hausse de 7 points sur un an

**4%**

**Part des TPE-PME craignant de ne pas pouvoir rembourser leur PGE**

28 % l'auraient remboursé d'ici fin 2024

**31%**

**Part des TPE-PME utilisant l'intelligence artificielle générative**

En hausse de 16 points sur un an

# SOMMAIRE

- 1. ACTIVITÉ ET EMPLOI**
- 2. SITUATION FINANCIÈRE, ACCÈS AU CRÉDIT ET INVESTISSEMENT**
- 3. PERSPECTIVES 2025**
- 4. MÉTHODOLOGIE**

**1**

# **ACTIVITÉ ET EMPLOI**

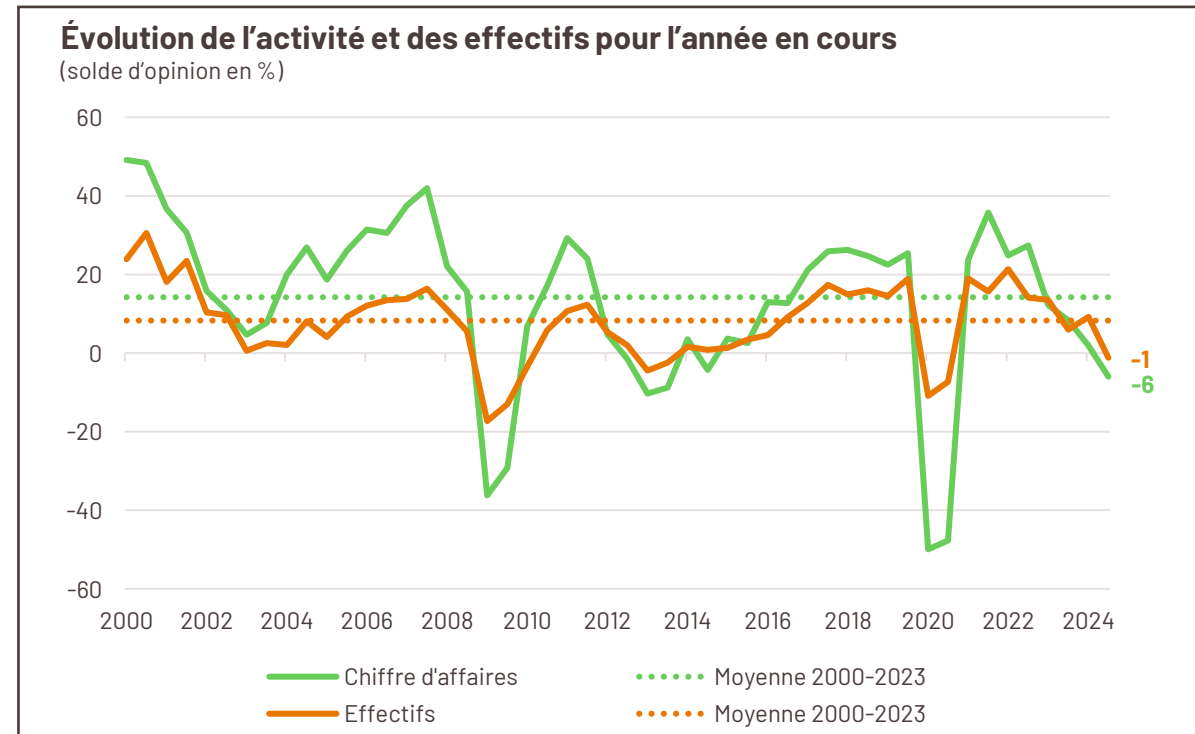
# COUP D'ARRÊT SUR L'ACTIVITÉ DES TPE-PME ; L'EMPLOI S'AJUSTE AVEC RETARD

Le chiffre d'affaires des TPE-PME estimé pour l'année 2024 se contracte davantage qu'anticipé en milieu d'année.

- **Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires poursuit sa chute fin 2024.** Il perd 8 points en 6 mois et 14 points sur un an pour s'établir à -6. Il s'enfonce ainsi un peu plus sous sa moyenne de long terme (+14) et rejoint les niveaux atteints en 2013 à l'issue de la crise des dettes souveraines. Cette diminution du solde d'opinion ce semestre s'explique essentiellement par une proportion plus élevée de chefs d'entreprise prévoyant une baisse de leur activité (34 % contre 26 % en mai 2024). 28 % anticipent à l'inverse une hausse de leur chiffre d'affaires (stable sur 6 mois) et 38 % une stabilisation.
- **En moyenne, le chiffre d'affaires est attendu plus faible en 2024 qu'en 2023, avec une croissance moyenne estimée à -1,8 %. C'est moins qu'anticipé au printemps 2024 :** les dirigeants prévoient alors une baisse de 0,5 %.
  - **Les carnets de commande se sont davantage tassés que prévu** au second semestre et sont peu remplis. L'indicateur perd 10 points sur le semestre à -21, et s'éloigne sensiblement de sa moyenne de long terme (-7 sur 2000-2023).
  - Les difficultés d'approvisionnement contraignent significativement l'activité de 29 % des TPE-PME, une proportion stable ce semestre après une baisse continue depuis le point haut du printemps 2022 (49 % alors).
- **La conjoncture se dégrade quelle que soit la taille de l'entreprise.** Seules les grosses PME, d'au moins 100 salariés, tablent sur une croissance positive en 2024 (+0,7 %), bien que nettement plus faible que le rythme moyen observé dans l'enquête depuis 2000 (+4,5 %). Les PME de moins de 100 salariés voient à l'inverse leur chiffre d'affaires se contracter en 2024 en moyenne. Les TPE (1 à 9 salariés), habituellement moins dynamiques, connaissent le recul le plus fort (-3,7 %).
- **Les entreprises exportatrices ou innovantes, qui avaient globalement mieux résisté au premier semestre 2024, déclarent également une baisse de leur activité** (solde d'opinion en baisse de respectivement 13 et 16 points sur un an). Le recul affiché en moyenne en 2024 (-1 %) resterait moindre que celui de leurs homologues non-exportatrices et non-innovantes (-2 %).

L'emploi, qui s'était montré relativement résilient jusqu'à présent, corrige avec retard.

- **L'indicateur relatif à l'évolution des effectifs des TPE-PME affiche une baisse marquée ce semestre** (-10 points en 6 mois à -1) et s'établit ainsi nettement sous sa moyenne de long terme (+8). Les dirigeants sont désormais plus nombreux à déclarer une baisse de leurs effectifs en 2024 (18 % soit +7 points sur le semestre) qu'une hausse (17 % soit -4 points).
- **L'indicateur relatif aux effectifs se replie quelle que soit la taille de l'entreprise** - un peu moins fortement chez les TPE de moins de 10 salariés, chez qui l'emploi s'était ajusté plus rapidement au tassement de l'activité.



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours est passé de +2 à -6 entre les interrogations de mai et novembre 2024.

Champ : Total (N = 4979) ; Source : Bpifrance Le Lab

## LA CONJONCTURE APPARAÎT DÉGRADÉE DANS L'ENSEMBLE DES SECTEURS

Tous les secteurs sont confrontés à une activité stagnante ou en baisse. Le secteur des services (aux entreprises et particuliers) reste moins affecté :

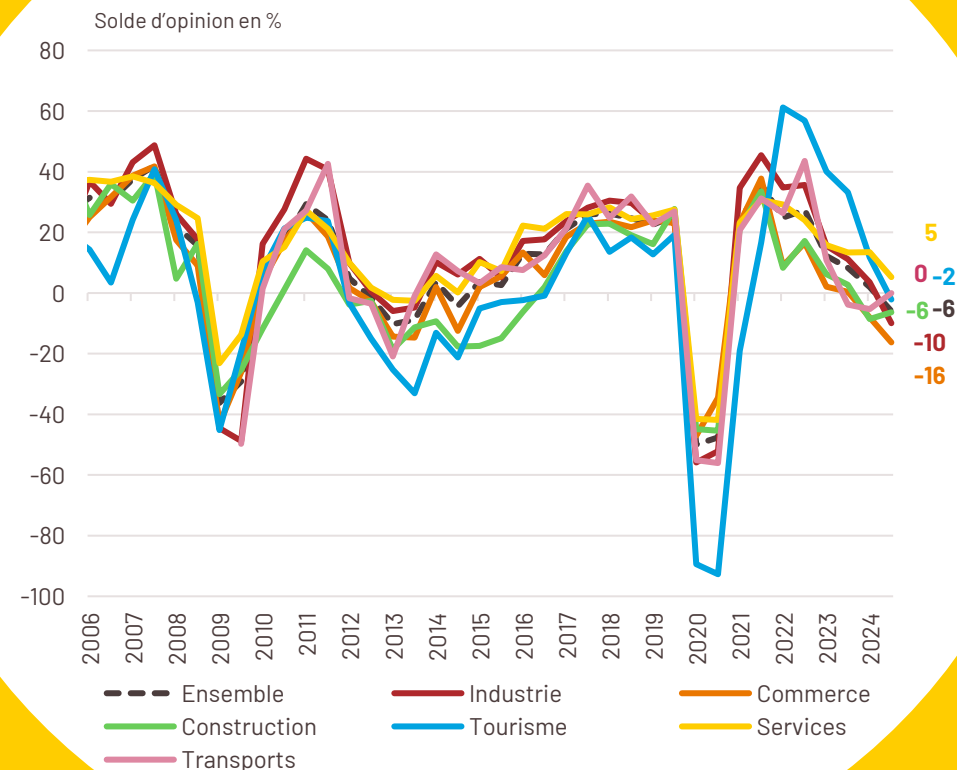
- **Le secteur des Services est un peu moins en difficulté : c'est le seul secteur à voir son solde d'opinion demeurer positif.** Les dirigeants restent ainsi plus nombreux en proportion à s'attendre à une hausse (31 %) de leur chiffre d'affaires en 2024 qu'à une baisse (26 %). A +5, il le solde d'opinion s'affiche toutefois en recul de 8 points sur le semestre, et s'établit désormais franchement sous sa moyenne de long terme (+19).
- **Les secteurs des Transports et de la Construction voient leur solde d'opinion légèrement augmenter sur le semestre (et également sur un an dans les Transports).** Ces secteurs, particulièrement affectés en 2023, connaissent toujours une situation difficile. Le solde d'opinion sur l'activité y reste sensiblement inférieur au niveau moyen observé depuis 2000. Les dirigeants des Transports s'attendent en moyenne à une stabilisation de leur chiffre d'affaires en 2024 (-0,1 %) quand ceux de la Construction prévoient tout de même une contraction (-1,8 %).
- **La conjoncture se détériore fortement dans l'Industrie, le Tourisme et le Commerce.** Le Commerce, déjà très affecté en 2023, voit son solde d'opinion baisser de 8 points ce semestre à -16, soit le plus bas niveau parmi les secteurs étudiés et le plus éloigné de sa moyenne de long terme. Le chiffre d'affaires est estimé en baisse de plus de 3 % en 2024. Dans l'Industrie et le Tourisme, le solde d'opinion recule plus encore (-14 points en 6 mois).

→ Cf. [analyse sectorielle détaillée](#)

Par région, les Hauts-de-France se distinguent avec une croissance moyenne du chiffre d'affaires estimée à -0,3 %, soit quasi stable, contre -1,4 % à -2,9 % dans les autres régions. C'est la seule région qui voit son solde d'opinion sur l'activité se stabiliser sur le semestre (-1 point, -6 points sur un an). Pour les autres régions, la croissance est attendue moins négative dans le Sud du Pays et en Bretagne qu'au Centre. L'activité ralentit fortement en 2024 dans le Grand-Est et les Pays de la Loire (solde d'opinion en recul de 21 points sur 1 an). L'Occitanie et l'Île-de-France affichent encore un solde d'opinion quasiment à l'équilibre (contre -7 à -12 points dans les autres régions hors Hauts-de-France), et relativement moins éloigné de leur moyenne historique que dans les autres régions (hors Hauts-de-France).

→ Cf. [synthèse régionale \(p.22\)](#)

## Évolution de l'activité pour l'année en cours, par branche d'activité



Champ : Total (N=4979)  
Source : Bpifrance Le Lab



## L'EMPLOI S'AJUSTE AVEC RETARD À LA BAISSÉ D'ACTIVITÉ ; LES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT ONT NETTEMENT REFLUÉ

La dégradation de la conjoncture des TPE-PME observée depuis plusieurs semestres se matérialise désormais plus franchement sur l'emploi. Tous les secteurs sont concernés par le retournement de la dynamique d'embauches.

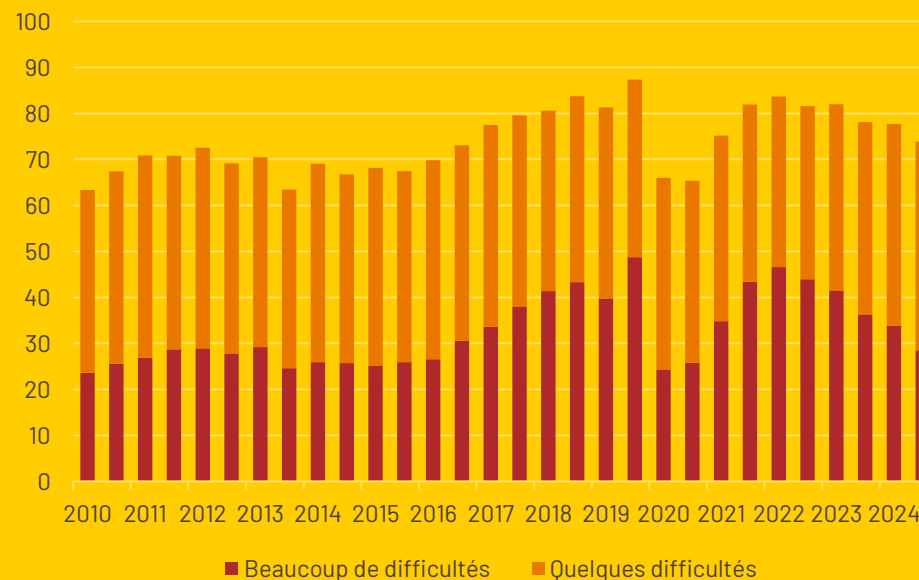
- **L'emploi industriel ne fait plus figure d'exception** : le solde d'opinion affiche le plus fort recul sur le semestre (-15 points, à 0). Alors qu'il était encore nettement supérieur à sa moyenne de long terme au printemps 2024, affichant ainsi une meilleure résilience que dans les autres secteurs, il y est désormais inférieur de 7 points.
- **Les embauches ralentissent fortement dans les Services mais resteraient plus dynamiques que dans les autres secteurs**. Le solde d'opinion recule de 11 points sur le semestre mais reste en territoire positif à +3. C'est le secteur avec la plus forte proportion de dirigeants rapportant une hausse de leurs effectifs en 2024 (20 % contre 17 % tous secteurs confondus). Il s'établit toutefois 10 points sous sa moyenne de long terme.
- **La dynamique d'embauches est à l'arrêt dans les autres secteurs**. Le solde d'opinion sur l'emploi recule fortement dans la Construction, le Commerce et le Tourisme (-7 à -9 points). Il se stabilise dans les Transports (-1 point) où l'indicateur d'activité est en hausse ce semestre. L'indicateur d'emploi s'établit entre -5 et -3 dans ces quatre secteurs, à un niveau légèrement inférieur à celui observé en moyenne entre 2000 et 2023 dans le Tourisme, plus sensiblement dans les autres secteurs (d'environ 10 points).

→ Cf. [analyse sectorielle détaillée](#)

**Comme habituellement, l'emploi est plus dynamique chez les grosses PME mais le ralentissement y est plus important que chez les TPE**. Le solde d'opinion recule de 10 points chez les PME d'au moins 10 salariés (à +2) contre -3 points chez les TPE de moins de 10 salariés (à -9). Il est sensiblement inférieur à sa moyenne de long terme quelle que soit la taille de l'entreprise.

**L'emploi affiche un ralentissement marqué chez les PME exportatrices**. Le solde d'opinion perd 15 points en 6 mois (contre -9 points chez les non-exportatrices) pour s'établir à 0, soit seulement 2 points au-dessus du solde affiché par les PME non-exportatrices (contre un écart de +7 points au printemps 2024 et de +5 points en moyenne depuis 2000).

### Part des PME rencontrant des difficultés de recrutement (en %)



Note de lecture : les données de novembre 2019 sont à interpréter avec précaution en raison d'une légère modification dans la question posée aux entreprises  
Champ : Total (N = 4979) ; Source : Bpifrance Le Lab

**Dans ce contexte de ralentissement des embauches, les dirigeants sont moins nombreux à déclarer rencontrer des difficultés pour recruter**. La proportion de dirigeants déclarant en avoir rencontrées recule de 4 points sur le semestre pour s'établir à 74 % et rejoindre la moyenne observée depuis 2000. En particulier, les dirigeants ne sont plus que 28 % à signaler d'importantes difficultés de recrutement (contre 34 % au printemps), une proportion plus faible qu'en moyenne historique (33 % entre 2000 et 2023).

**Les difficultés de recrutement diminuent dans l'ensemble des secteurs**. Les dirigeants de la Construction restent les plus nombreux en proportion à signaler d'importantes difficultés de recrutement (33 % d'entre eux) mais elles sont en net recul dans ce secteur (-8 points).



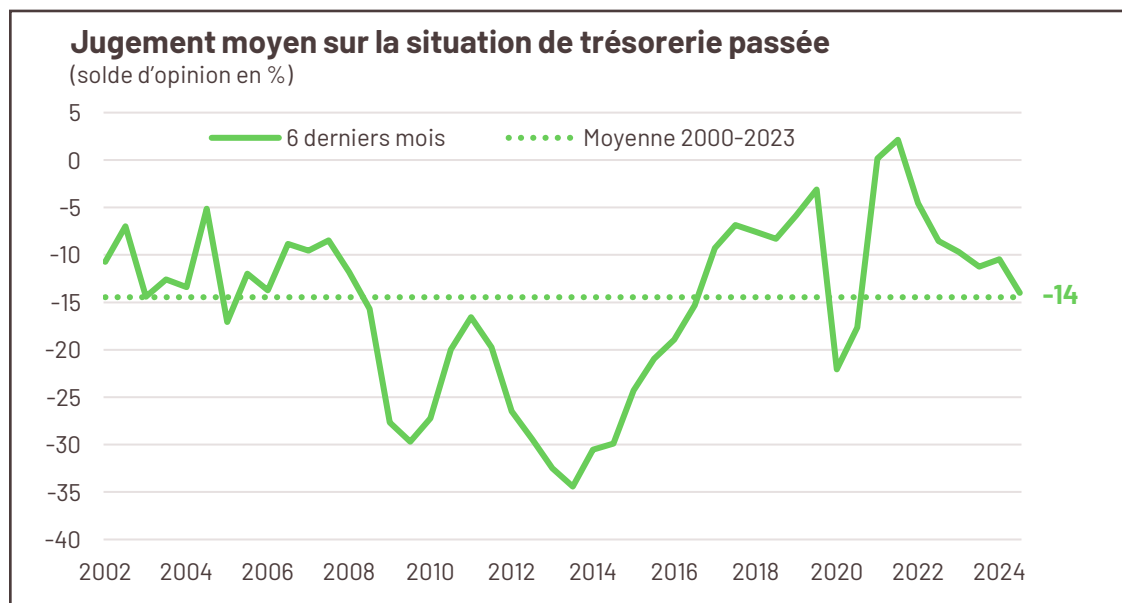
2

# **SITUATION FINANCIÈRE, ACCÈS AU CRÉDIT ET INVESTISSEMENT**

# LA SITUATION DE TRÉSORERIE ET LA RENTABILITÉ SE DÉGRADENT EN 2024

La situation de trésorerie est jugée moins favorablement que six mois auparavant.

- Le solde d'opinion sur l'évolution de la trésorerie au cours des 6 derniers mois est en recul de 4 points sur le semestre (-3 points sur 1 an). À -14, il rejoint son niveau moyen de long terme. 27 % des PME jugent désormais leur trésorerie difficile (+2 points en 6 mois) tandis que 13 % la jugent aisée (-2 points) et 60 % normale.
- La trésorerie est jugée nettement moins favorable qu'au printemps dans la Construction (-6 points), qui concentre par ailleurs la plus forte proportion de dirigeants jugeant leur trésorerie difficile (29 %), et dans les Services (-7 points sur le semestre mais -1 point seulement sur un an). La situation de trésorerie a en revanche peu évolué dans le Commerce et les Transports. L'indicateur est proche de sa moyenne de long terme dans l'ensemble des secteurs, et y est même encore supérieur dans les Transports et le Tourisme.



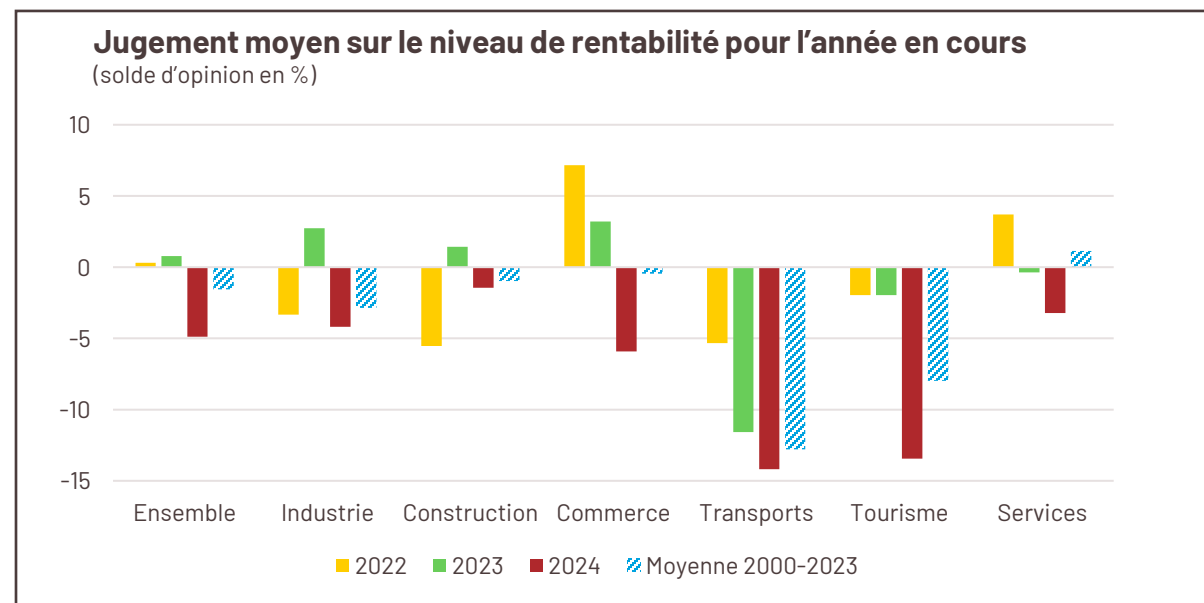
Champ : Total (N = 4979) ; Source : Bpifrance Le Lab

La rentabilité des PME diminue en 2024.

- Le solde d'opinion sur le niveau de rentabilité perd 6 points sur 1 an à -5, un niveau désormais inférieur à sa moyenne de long terme (-2). La part de dirigeants jugeant leur rentabilité mauvaise augmente de 3 points à 25 % tandis que celle la jugeant bonne baisse de 3 points à 20 %.

Tous les secteurs sont confrontés à une baisse de leur rentabilité en 2024, plus particulièrement le Tourisme et le Commerce.

- La rentabilité diminue sensiblement dans le Tourisme et le Commerce en 2024. L'indicateur chute de respectivement 11 et 9 points et se situe 5 points sous sa moyenne de long terme.
- Le secteur de la Construction voit également sa rentabilité baisser entre 2023 et 2024 mais celle-ci reste relativement bonne par rapport aux autres secteurs (là où elle était particulièrement mauvaise en 2022). Le solde d'opinion s'élève à -1, soit au niveau moyen observé depuis 2000. 21 % jugent leur rentabilité mauvaise, une proportion plus faible que dans les autres secteurs et encore inférieure à sa moyenne de long terme.



Champ : Total (N = 4979) ; Source : Bpifrance Le Lab

# FOCUS

## PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT

Plus de la moitié des TPE-PME ayant obtenu un Prêt Garanti par l'État (PGE) déclarent l'avoir entièrement consommé. 29 % l'aurait intégralement remboursé fin 2024 (dont 22 % l'avaient déjà remboursé au moment de l'interrogation). Les craintes de non-remboursement du PGE restent stables, concernant toujours 4 % des TPE-PME en ayant obtenu un.

### La consommation des PGE a progressé ce semestre.

- Parmi la moitié de dirigeants de TPE-PME ayant obtenu un PGE, 71 % déclarent en avoir consommé la majorité, une proportion en hausse de 4 points ce semestre. 56 % l'ont même entièrement mobilisé ou en quasi-totalité, une proportion en forte hausse par rapport au printemps 2024 (47 %).
- La consommation des PGE progresse assez nettement dans le Tourisme. La part de TPE-PME rapportant avoir dépensé la majorité du prêt accordé gagne 9 points ce semestre pour atteindre 74 %, soit la proportion la plus élevée avec celle observée dans le Commerce.

### La part des TPE/PME ayant remboursé leur PGE poursuit son augmentation.

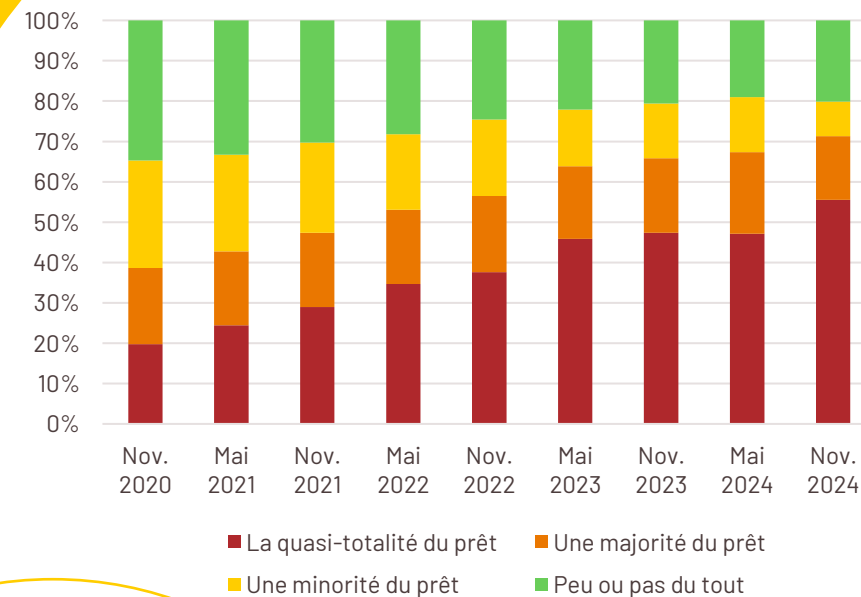
- 22 % des TPE-PME concernées annoncent avoir déjà intégralement remboursé leur PGE, une proportion en hausse de 3 points sur le semestre et de 6 points sur un an. 6 % ont par ailleurs l'intention de le rembourser dans son intégralité d'ici la fin d'année 2024. Elles sont à l'inverse 68 % à amortir le prêt sur plusieurs années (+1 point sur le semestre).
- Le remboursement total progresse particulièrement ce semestre dans l'Industrie, le Commerce et les Transports (+6 à +8 points) et concerne respectivement 22 %, 27 % et 31 % des TPE-PME ayant obtenu un PGE (contre 20 % environ dans les autres secteurs).

### Les craintes de non-remboursement demeurent stables.

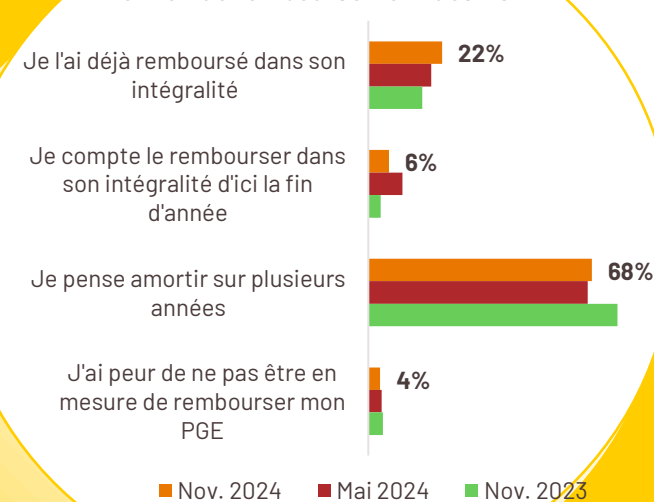
- 4 % des TPE-PME ayant contracté un PGE craignent de ne pas être en mesure de le rembourser, une proportion stable depuis 1 an.
- Assez logiquement, ce sont les entreprises rencontrant des difficultés financières qui sont les plus inquiètes : 8 % des TPE-PME ayant contracté un PGE et jugeant leur trésorerie difficile ont peur de ne pas pouvoir le rembourser (une proportion en baisse toutefois de 3 points ce semestre), tandis que cette proportion est quasi nulle chez celles jugeant leur trésorerie normale voire aisée (1 %).

\* L'écart avec les 29 % ayant remboursé ou prévoyant de rembourser d'ici fin 2024 résulte de la somme d'arrondis.

### Montants des PGE consommés



### Horizon de remboursement des PGE



Champ : PME ayant contracté un PGE (N = 2458).

Champ : PME ayant contracté un PGE (N = 2458)

# LES CONDITIONS DE CRÉDIT RESTENT GLOBALEMENT FAVORABLES MAIS SE DURCISSENT UN PEU POUR LES CRÉDITS DE TRÉSORERIE

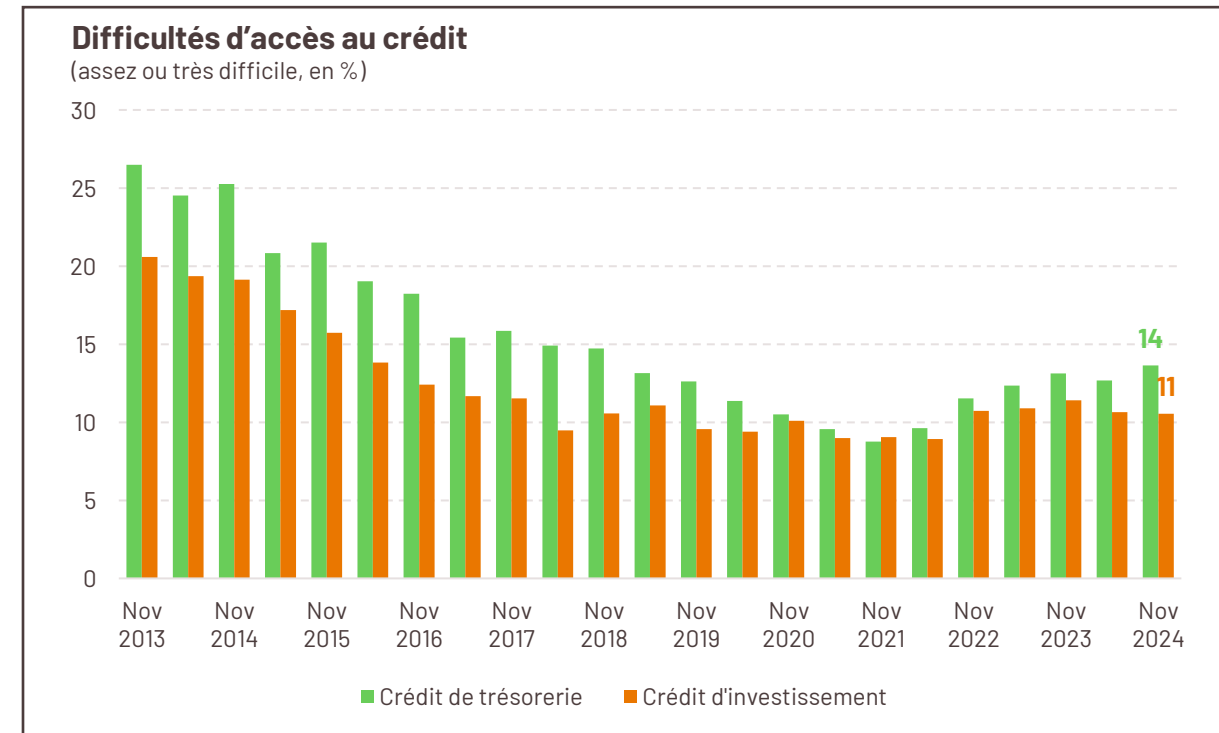
L'accès au crédit de trésorerie s'est légèrement durci au second semestre 2024.

- **14 % des dirigeants déclarent rencontrer des difficultés pour financer leur exploitation courante, une proportion en hausse d'un point sur le semestre et proche du niveau observé avant crise sanitaire.**
- **Les difficultés d'accès au crédit de trésorerie ont essentiellement progressé dans le secteur des Services** (+3 points ce semestre à 15 %), seul secteur avec celui des Transports où cette proportion est plus élevée qu'avant la crise sanitaire (moyenne 2018-2019). Elles ont moins varié dans les autres secteurs : -2 points dans les Transports après un rebond au 1<sup>er</sup> semestre, stables dans l'Industrie et en très légère hausse (+1 point) dans les autres secteurs. Le Tourisme comptabilise toujours la plus forte proportion de dirigeants rencontrant des difficultés d'accès au crédit de trésorerie, mais cette proportion y est sensiblement moins élevée qu'avant la crise sanitaire (18 % contre 26 % en moyenne sur la période 2018-2019).
- **Une large majorité de TPE-PME (59 %) expliquent ces difficultés d'accès au crédit de trésorerie par le niveau insuffisant de leur activité et/ou des perspectives incertaines**, une proportion en forte hausse depuis un an (+5 points sur le semestre, +9 points sur 1 an). L'Industrie est particulièrement concernée, avec la plus forte proportion de TPE-PME justifiant les difficultés de financement de leur exploitation courante par la faiblesse de l'activité courante ou future (67 % d'entre elles, soit +11 points sur le semestre). Le risque associé au secteur d'activité apparaît désormais comme la 2<sup>e</sup> source d'explication de ces difficultés de financement, citée par 31 % des dirigeants en rencontrant. Cette proportion grimpe à 50 % dans les Transports et 58 % dans le Tourisme. Le niveau élevé des garanties exigées est la 3<sup>e</sup> raison évoquée, citée par 29 % des TPE-PME rencontrant des difficultés de financement à court terme (une proportion en baisse de 2 points sur le semestre et 8 points sur un an).

Les difficultés d'accès au crédit d'investissement restent stables à bas niveau.

- **11 % des dirigeants ont fait face à des difficultés pour financer leurs investissements, une proportion stable sur le semestre**, similaire à celle observée juste avant la crise sanitaire.

- **Les difficultés d'accès au crédit d'investissement progressent dans les Services** (+3 points à 13 %) tandis qu'elles refluent dans l'Industrie (-2 points à 9 %) et se stabilisent dans les autres secteurs. Les TPE-PME du Tourisme sont là encore un peu plus nombreuses en proportion à rencontrer des difficultés pour financer leurs investissements (17 % d'entre elles) même si cette proportion est relativement faible pour le secteur (25 % en moyenne sur 2018-2019).
- **La principale raison explicative à ces difficultés de financement à long terme demeure la fragilité financière de l'entreprise, pour 2/3 des entreprises concernées (66 % soit +5 points sur un an).** La deuxième raison la plus citée est le risque associé au secteur d'activité (31 %), en hausse également sur un an (+3 points).



# LA FAIBLESSE DE LA DEMANDE ET LA CONCURRENCE, DES OBSTACLES CROISSANTS À L'INVESTISSEMENT

L'insuffisance de la demande est de loin le premier frein à l'investissement des TPE-PME, en forte progression ce semestre. 59 % des dirigeants la considèrent comme un obstacle à l'investissement important, une proportion en hausse de 8 points en 6 mois. 6 % d'entre eux la jugent même insurmontable, une proportion en hausse de 2 points ce semestre. La faiblesse de la demande est un frein particulièrement puissant dans les Transports (65 %) mais aussi dans l'Industrie et la Construction (63 %).

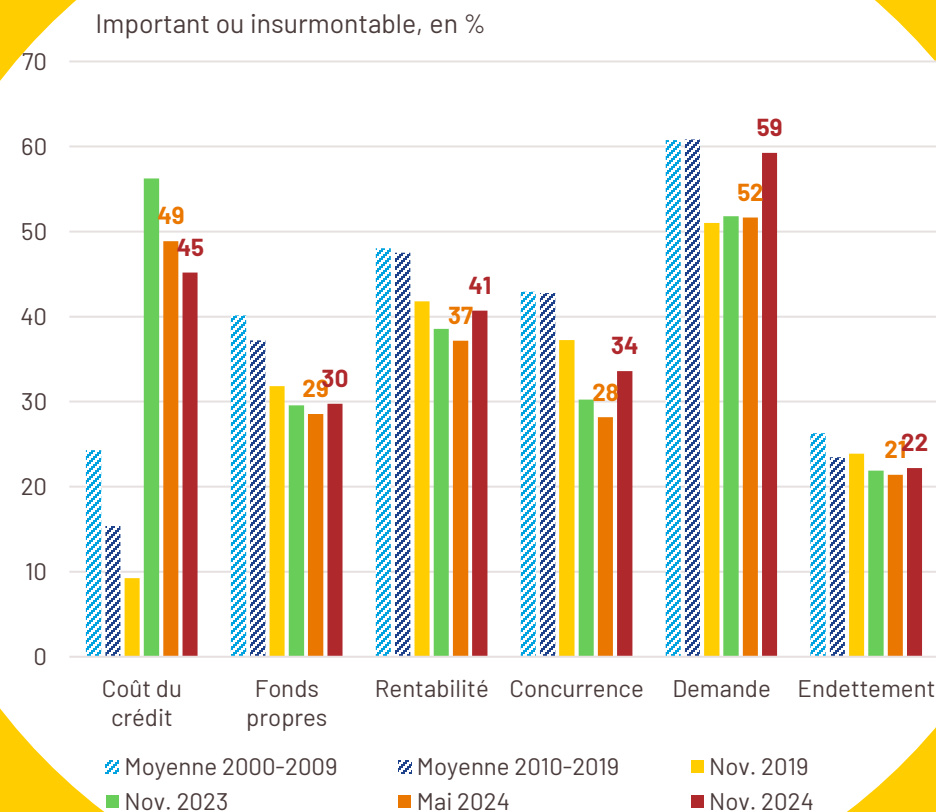
En cohérence avec la baisse des taux d'intérêt accordés aux entreprises (cf. encadré), le coût du crédit pèse un peu moins sur les décisions d'investissement qu'au semestre précédent mais reste le 2<sup>e</sup> obstacle à l'investissement. 45 % des dirigeants le considèrent comme un frein important, une proportion en baisse de 4 points sur le semestre et de 11 points sur un an, mais toujours nettement supérieure à son niveau d'avant crise (9 % en novembre 2019 – point bas historique). C'est un obstacle plus puissant dans le secteur des Transports (59 %) et, dans une moindre mesure, ceux de la Construction (50 %) et du Tourisme (51 %).

La rentabilité et la concurrence sont davantage perçus comme un obstacle à l'investissement qu'au semestre précédent. Ils sont perçus comme tels par respectivement 41 % et 34 % des dirigeants de TPE-PME, des proportions en hausse de 4 et 5 points sur le semestre. La concurrence se fait notamment de plus en plus pesante dans l'Industrie (obstacle cité par 34 % des TPE-PME industrielles, soit une hausse de 10 points sur le semestre), et plus particulièrement dans l'industrie agroalimentaire (39 %, soit +14 points).

Le manque de fonds propres et le niveau d'endettement sont cités dans des proportions similaires à celles observées depuis un an (par respectivement 30 % et 22 % des dirigeants).

Les taux d'intérêt accordés aux PME, qui sont passés de 1,4 % en avril 2022 à 5,2 % fin 2023, ont légèrement reflué courant 2024 pour atteindre 4,6 % en octobre 2024 selon les données de la [Banque de France](#).

# Jugement sur les obstacles à l'investissement



Champ : Total (N=4979)  
Source : Bpifrance Le Lab

# LES TPE-PME REVOIENT LEURS BUDGETS D'INVESTISSEMENT À LA BAISSE

**Les dirigeants sont de moins en moins nombreux à réaliser des investissements : 43 % d'entre eux en 2024 après 46 % en 2023 et 55 % en moyenne depuis 2001.**

- **La part de TPE-PME déclarant investir recule dans tous les secteurs**, et plus particulièrement dans le Tourisme (-10 points à 41 % contre -2 à -4 points dans les autres secteurs).
- **L'industrie reste le secteur avec la plus forte concentration de TPE-PME réalisant des investissements : 55 % d'entre elles en 2024.** Cette proportion est toutefois en baisse sur un an (-2 points) et inférieure à la moyenne d'avant crise (60 % entre 2010 et 2019).
- **Les TPE-PME exportatrices restent plus nombreuses à investir** (50 % d'entre elles) que celles tournées uniquement vers le marché domestique (41 %) mais cette proportion est en plus forte baisse par rapport à 2023 (-5 points contre -2 points pour les non-exportatrices).
- **Les TPE-PME innovantes restent également plus enclines à investir** que les non-innovantes (54 % vs 39 %) mais la différence d'évolution sur le semestre entre les deux catégories est peu marquée (-1 point vs +1 point).

**L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis chute de 6 points pour s'établir à -11, et s'éloigne ainsi fortement de son niveau moyen de long terme (-2).**

- **Le recul de l'indicateur est commun à l'ensemble des secteurs.** Il est le plus marqué dans les Transports et le Tourisme (-15 points à respectivement -17 et -19).

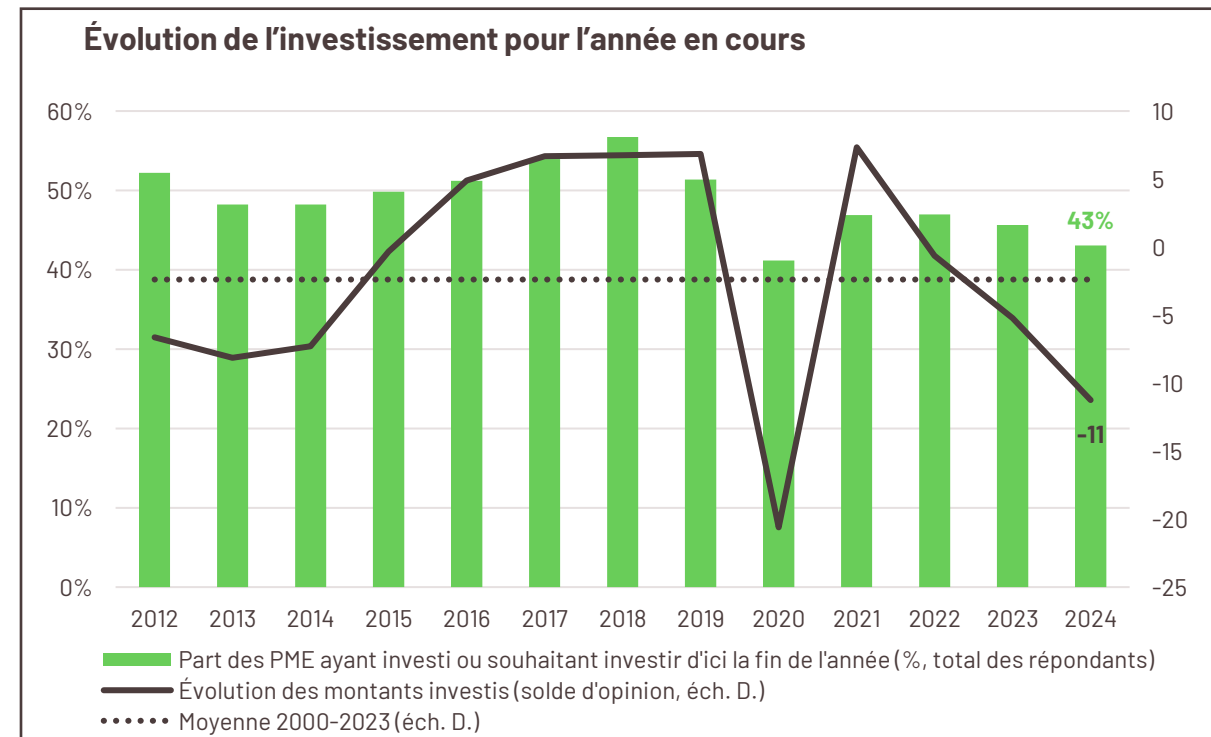
**Par destination, la part des dépenses allouées aux investissements mobiliers diminue sur un an (59 % après 64 %) au profit des investissements immobiliers (32 % après 29 %) et incorporels (9 % après 7 %).** Ces proportions sont similaires à celles observées avant crise.

**La part de l'autofinancement continue de progresser : 44 % des investissements sont autofinancés en 2024** (+3 points sur un an et +9 points par rapport à la moyenne 2015-2019). 35 % des investissements sont financés par crédit bancaire (-2 points) et 16 % par crédit-bail (-1 point), les 5 % restants étant financés grâce à des apports de la maison-mère principalement.

\*Investissements visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte environnementale de l'entreprise (incluant l'impact de l'activité de l'entreprise sur la biodiversité).

**La part de TPE-PME déclarant avoir réalisé des investissements verts\* se stabilise en 2024, après avoir fortement reculé en 2022 et 2023.** 29 % des TPE-PME auraient réalisé des investissements verts en 2024 après 28 % en 2023, 35 % en 2022 et 42 % en 2021. **Les TPE-PME de l'industrie sont moins nombreuses à reporter des investissements verts en 2024 que l'an passé (28 %, -7 points).** Les TPE-PME du Tourisme sont de loin les plus nombreuses en proportion à en réaliser (43 % d'entre elles contre 25 à 29 % dans les autres secteurs).

**Le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis au titre de la TEE s'établit à +2, en baisse de 5 points sur 1 an.** Les dirigeants restent plus nombreux à anticiper une augmentation de leurs dépenses d'investissements verts (15 %) qu'une diminution de celles-ci (12 %). La baisse de l'indicateur est plus marquée dans l'Industrie (-10 points) et le Tourisme (-8 points).



Champ : Total (N = 4979) ; Source : Bpifrance Le Lab



**3**

# **PERSPECTIVES 2025**



# LA CONJONCTURE DES TPE-PME RESTERAIT MOROSE EN 2025

En moyenne, les perspectives d'activité pour 2025 s'assombrissent, alors que les carnets de commande devraient continuer de se dégarnir au 1<sup>er</sup> semestre 2025. L'indicateur prévisionnel d'activité perd 7 points en un an pour s'établir à -3 (contre +16 en moyenne entre 2000 et 2023). Les dirigeants sont ainsi plus nombreux à prévoir une baisse de leur activité en 2025 (25 %) qu'une hausse (22 %). Alors qu'ils sont nombreux à faire part de contraintes de demande élevées, ils s'attendent à voir leurs carnets de commande, déjà peu remplis en 2024, se dégarnir encore un peu plus début 2025. Le solde d'opinion relatif à l'évolution des carnets de commande au cours des 6 prochains mois perd 4 points et s'inscrit, à -13, 16 points sous sa moyenne de long terme.

## Aucun secteur n'échappe à cette morosité :

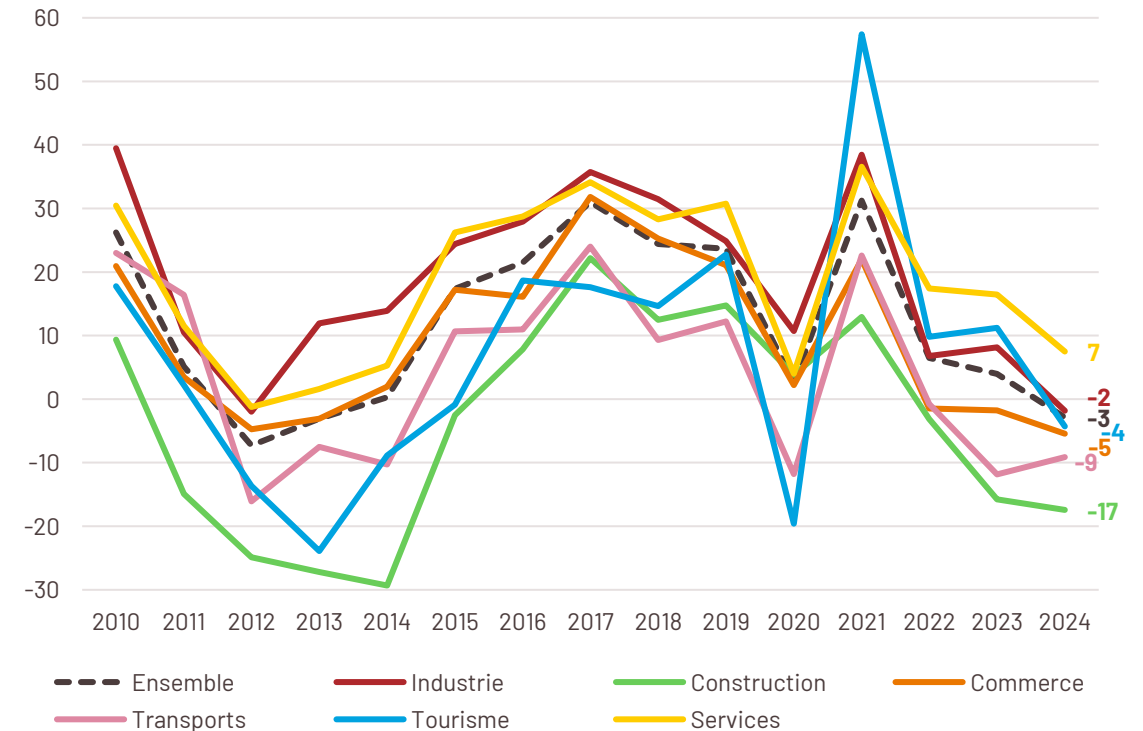
- **L'indicateur corrige le plus fortement dans le Tourisme, l'Industrie et les Services, qui affichaient une meilleure résilience jusqu'à présent** (respectivement -15, -10 et -9 points). **Le secteur des Services est le seul à présenter un solde d'opinion positif (+7)**, assez nettement supérieur à ceux observés dans les autres secteurs (entre -17 et -2), mais 15 points sous sa moyenne de long terme.
- **L'indicateur prévisionnel d'activité se dégrade plus modérément dans la Construction et le Commerce** (respectivement -2 et -4 points), où il se situait déjà à très bas niveau. Il y est inférieur d'environ 20 points à sa moyenne de long terme.
- **Seul le secteur des Transports voit ses perspectives s'améliorer sur un an** (+3 points, à -9), mais celles-ci restent assombries. Là aussi, l'indicateur reste sensiblement sous son niveau moyen de long terme (de 17 points).

**Les dirigeants de très grosses PME sont plus confiants.** Les perspectives d'activité s'améliorent légèrement chez les PME de 100 à 249 salariés (+2 points à +22), là où elles se dégradent chez les PME plus petites. L'indicateur reste toutefois encore sensiblement inférieur à sa moyenne de longue période (+35).

**Les perspectives d'activité des TPE-PME se dégradent, qu'elles soient exportatrices ou non.** L'indicateur prévisionnel d'activité perd respectivement 5 et 7 points (à +11 et -7). L'activité resterait, comme habituellement, plus dynamique chez les TPE-PME ouvertes à l'international que celles centrées sur le marché domestique, mais progresserait à un rythme nettement moindre qu'en moyenne ces dernières années (l'indicateur prévisionnel se situant 17 points sous sa moyenne de long terme).

## Évolution de l'activité pour l'année suivante, par secteur

(Solde d'opinion, en %)

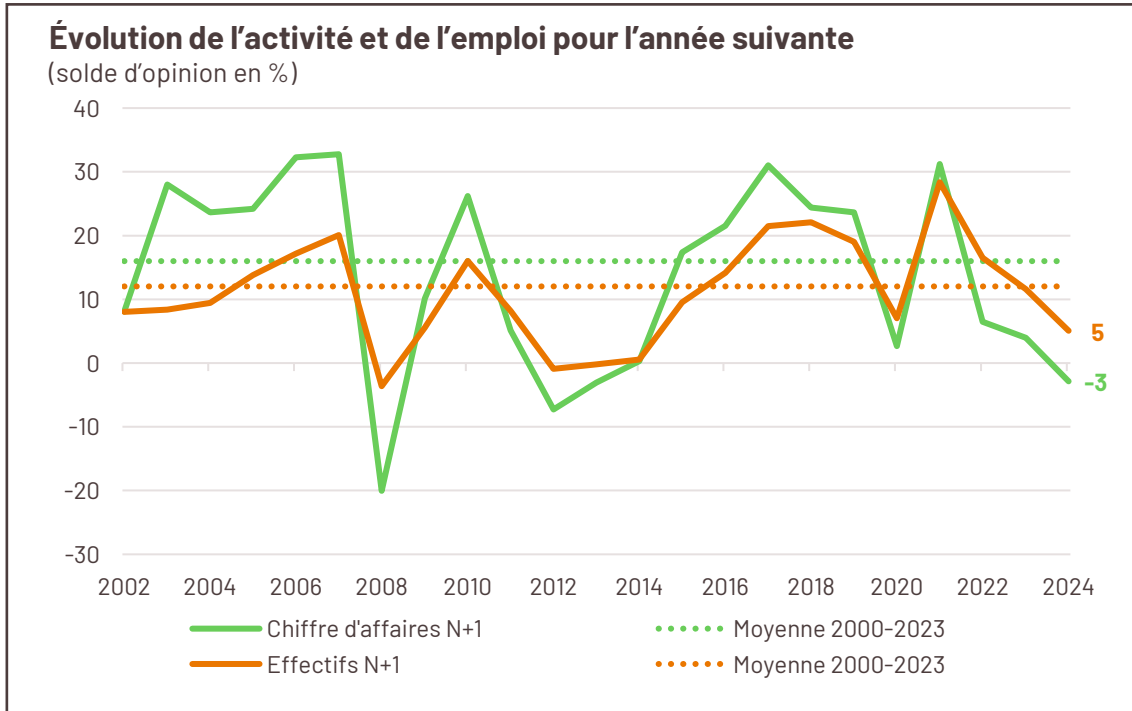


Champ : Total (N = 4979) ; Source : Bpifrance Le Lab

# LES EMBAUCHES CONTINUERAIENT AINSI DE RALENTIR EN 2025

L'indicateur prévisionnel d'emploi poursuit sa baisse (-7 points à +5) et s'inscrit désormais sous sa moyenne de long terme (+12).

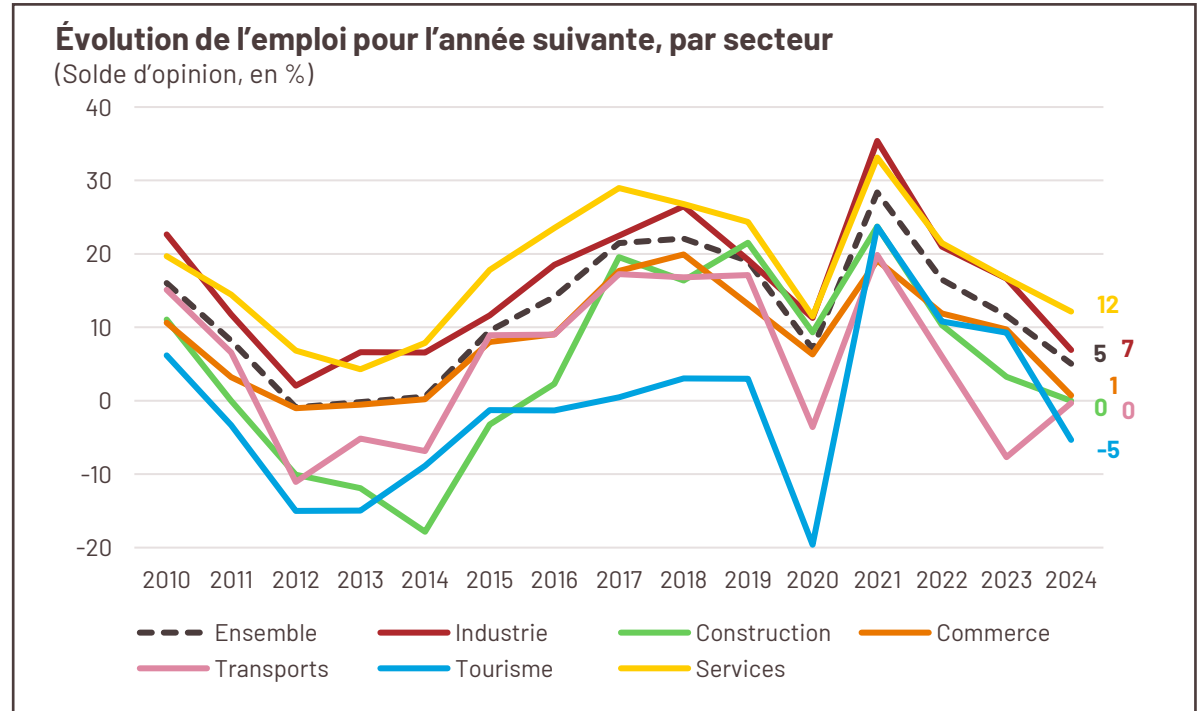
- **Les embauches conserveraient leur dynamisme chez les PME d'au moins 100 salariés.** C'est la seule catégorie d'entreprise affichant une stabilité de l'indicateur, à un niveau similaire à sa moyenne de long terme. Il recule chez les plus petites PME (employant moins de 100 salariés) à un niveau bien inférieur à celui observé en moyenne depuis 2000.
- **Les embauches ralentiraient aussi bien chez les TPE-PME exportatrices (-6 points) que non-exportatrices (-7 points), chez les innovantes (-8 points) et les non-innovantes (-5 points).** Elles **resteraient toutefois nettement plus dynamiques chez les exportatrices et/ou innovantes**, avec près d'un quart de TPE-PME prévoyant des embauches en 2025, soit près de deux fois plus que chez les non-exportatrices ou non-innovantes.



Champ : Total (N = 4979) ; Source : Bpifrance Le Lab

Les anticipations d'emploi pour 2025 par secteur sont cohérentes avec les anticipations d'activité associées. L'indicateur s'établit 6 à 8 points sous son niveau moyen de long terme dans l'ensemble des grands secteurs d'activité.

- **L'indicateur prévisionnel d'embauches recule plus fortement dans le Tourisme et l'Industrie** (resp. -15 et -10 points), où les perspectives d'activité se dégradent franchement. **Il diminue également fortement dans le Commerce** (-9 points). **Il recule dans une moindre mesure dans la Construction** (-3 points), mais partant d'un niveau inférieur.
- **Les embauches ralentiraient globalement dans les Services** (-5 points) mais se maintiendraient à leur rythme de croisière dans les Services aux particuliers (+1 point, proche de sa moyenne de long terme).
- **Les perspectives d'embauches s'améliorent dans les Transports mais resteraient limitées.** L'indicateur gagne 7 points mais reste, à 0, sous son niveau moyen (+6 entre 2000 et 2023).

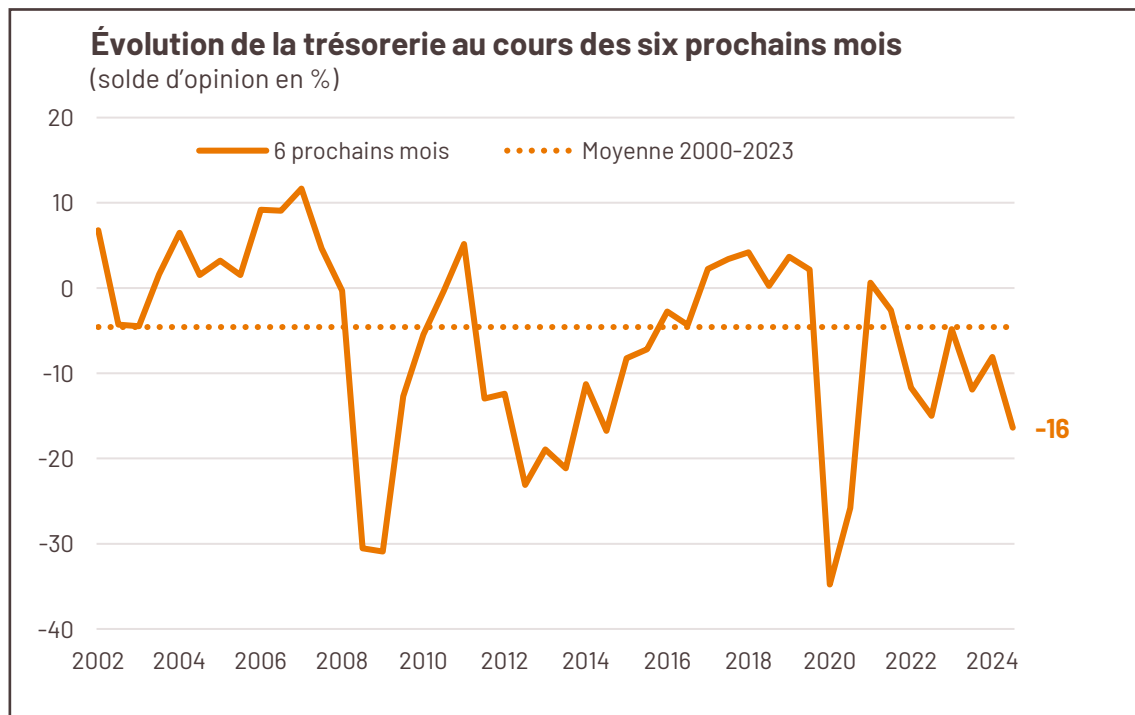


Champ : Total (N = 4979) ; Source : Bpifrance Le Lab

# LES TPE-PME ANTICIPENT UNE DÉTÉRIORATION DE LEUR SITUATION FINANCIÈRE EN 2025

L'érosion de la trésorerie observée depuis 2021 devrait se poursuivre au 1<sup>er</sup> semestre 2025. Le solde d'opinion sur l'évolution future de la trésorerie recule de 8 points sur le semestre et de 4 points sur un an pour atteindre -16, un niveau très en-deçà de sa moyenne de long terme (-5). 25 % des dirigeants s'attendent à une dégradation de leur trésorerie au cours des six prochains mois, une proportion en hausse de 5 points sur le semestre.

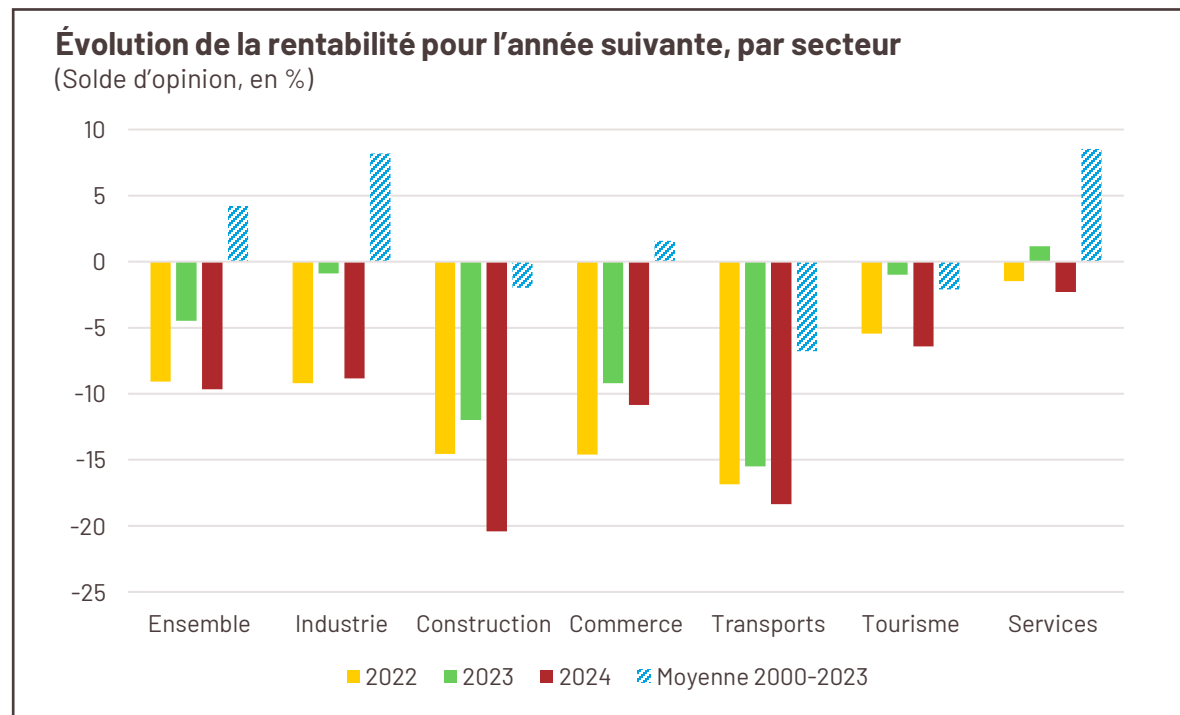
- **L'indicateur prévisionnel de trésorerie recule dans tous les secteurs, plus fortement dans l'Industrie et le Tourisme** (-10 et -9 points respectivement sur un an).
- **Les PME d'au moins 100 salariés sont, une fois encore, plus optimistes que les PME de plus petite taille.** C'est la seule catégorie d'entreprise qui affiche une stabilité de l'indicateur prévisionnel de trésorerie sur un an (bien qu'à un niveau inférieur à sa moyenne de long terme), là où il est en recul chez les PME de plus petite taille (moins de 100 salariés).



Champ : Total (N = 4979) ; Source : Bpifrance Le Lab

La rentabilité est attendue moindre en 2025 qu'en 2024, dans l'ensemble des secteurs. L'indicateur d'évolution future de la rentabilité se replie de 5 points à -10, un niveau sensiblement inférieur à sa moyenne de long terme (qui s'établit à +4). 23 % des dirigeants anticipent une baisse de rentabilité en 2025 contre 14 % une hausse.

- **La baisse de l'indicateur est la plus marquée dans l'Industrie et la Construction** (-8 points sur un an dans chacun des deux secteurs), qui sont aussi les secteurs où le solde s'éloigne le plus fortement de sa moyenne de long terme.
- **Les dirigeants de TPE (moins de 10 salariés) sont un peu plus confiants.** Alors que la proportion de TPE jugeant leur rentabilité mauvaise en 2024 est équivalente à celle des plus grosses PME (25 %), les TPE sont moins nombreuses à anticiper une dégradation de leur rentabilité en 2025 : 22 % d'entre elles (proportion stable sur un an) contre 24 % des PME d'au moins 10 salariés (+5 points).



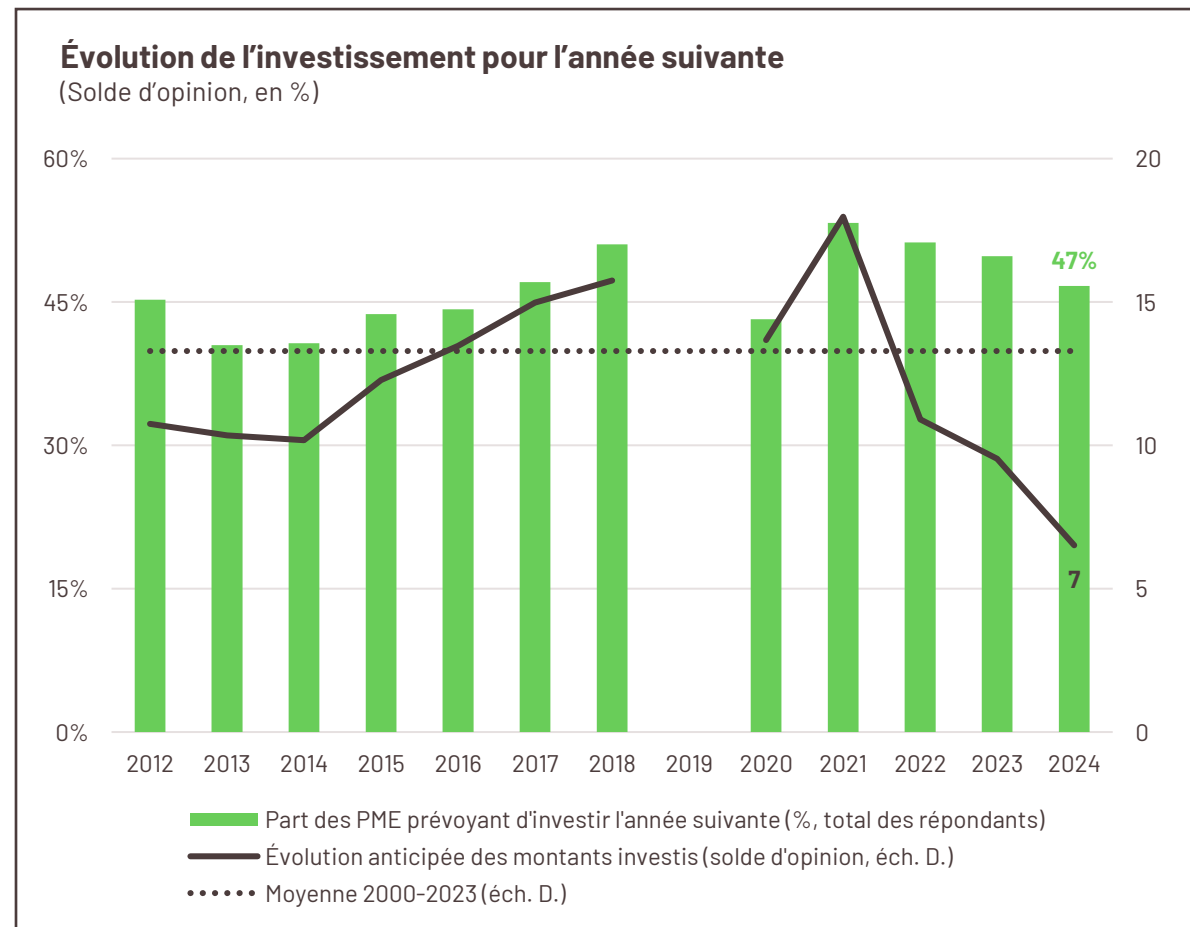
Champ : Total (N = 4979) ; Source : Bpifrance Le Lab

# PAS DE REBOND DE L'INVESTISSEMENT PRÉVU EN 2025 PAR LES DIRIGEANTS DE TPE-PME

En 2025, les dirigeants de TPE-PME comptent de nouveau ralentir leurs dépenses d'investissement.

- 47 % d'entre eux ont l'intention de réaliser des investissements en 2025, une proportion en baisse de 3 points sur un an et inférieure de 5 points à sa moyenne de longue période.
- Le solde d'opinion sur l'évolution des dépenses d'investissement l'année suivante (soit 2025 au moment de l'interrogation) perd 3 points en un an pour s'établir à +7, soit le niveau le plus bas de la série après le plancher de +2 atteint en 2002. Il s'écarte ainsi sensiblement de sa moyenne de long terme (+13).
- Dans tous les secteurs, la proportion de dirigeants prévoyant d'investir et le solde d'opinion sur l'évolution anticipée des montants investis s'établissent sous leur moyenne historique. Seul le secteur des Transports présente un indicateur prévisionnel de dépenses d'investissement en hausse (+6 points à +4), et seulement 1 point sous sa moyenne de long terme.

Si les dirigeants font part de contraintes de demande puissantes et d'un coût du crédit encore élevé qui limitent leurs investissements, ces contraintes pourraient en partie se lever en 2025, dans un contexte d'inflation plus faible soutenant la consommation et de poursuite de la baisse des taux d'intérêt. Toutefois, l'incertitude politique en France depuis la dissolution du gouvernement à l'été 2024 engendre un manque de visibilité sur la politique économique à venir, affectant les intentions d'investissement. Interrogés en fin d'année 2024, avant la censure du gouvernement Barnier, plus de la moitié des dirigeants de TPE-PME\* anticipaient un impact fort de ces incertitudes sur leur chiffre d'affaires (56 % d'entre eux) et une large majorité signalait reporter (45 %) voire annuler (21 %) leurs projets d'investissement en raison de cette incertitude.



En raison d'un changement de méthodologie, les données pour l'année 2019 ne sont pas interprétables.  
Champ : Total (N = 4979) ; Source : Bpifrance Le Lab

# FOCUS

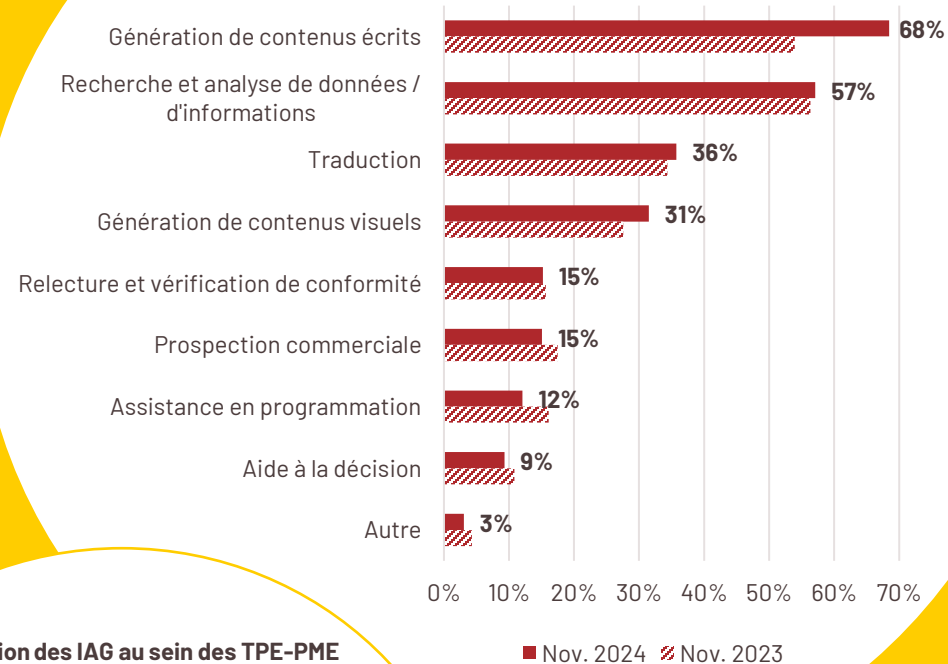
## INTELLIGENCE ARTIFICIELLE GÉNÉRATIVE

La part de TPE-PME utilisant l'intelligence artificielle générative (IAG) a doublé en un an, passant de 15 % en novembre 2023 à 31 % en novembre 2024. Le principal usage, en forte progression, est la génération de contenus écrits, sollicitée par plus des deux-tiers des TPE-PME ayant recours à l'IAG.

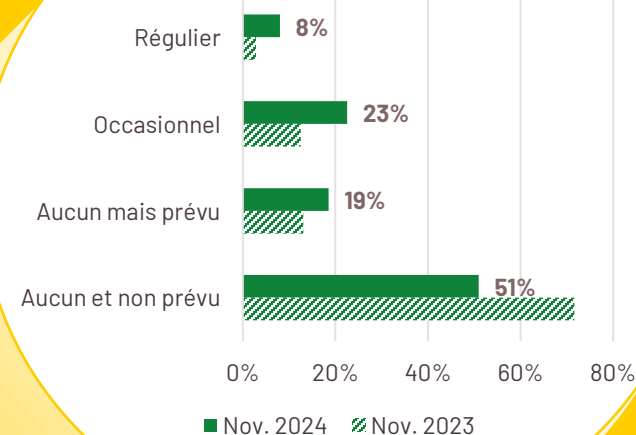
- En un an, l'utilisation de l'intelligence artificielle générative (IAG) s'est fortement développée au sein des TPE-PME. 31 % y ont recours, une proportion deux fois plus élevée qu'en novembre 2023 (15 % alors). En particulier, 8 % déclarent l'utiliser régulièrement (contre seulement 3 % un an auparavant). 69 % de TPE-PME n'ont à l'inverse pas recours à l'IAG. 19 % projettent toutefois de l'utiliser prochainement tandis que 51 % n'ont aucune intention d'y recourir dans un futur proche, une proportion certes élevée mais en nette baisse sur un an (72 % en novembre 2023\*).
- La montée en puissance de l'IAG est commune à l'ensemble des secteurs, qui voient tous la proportion de TPE-PME utilisatrices doubler, et même quadrupler dans le Tourisme et la Construction. Les secteurs qui ont le plus recours à l'IAG sont les Services et le Tourisme, avec 40 % de TPE-PME déclarant l'utiliser. Cette proportion est comprise entre 21 et 24 % dans l'Industrie, la Construction et le Commerce. Elle tombe à 9 % dans les Transports. L'utilisation de l'IAG est croissante avec la taille de l'entreprise. La proportion de TPE-PME ayant recours à l'IAG varie de 29 % chez les TPE de 1 à 9 salariés (contre 14 % un an plus tôt) à 53 % chez les PME d'au moins 100 salariés (contre 28 % fin 2023).
- Le principal usage identifié par les TPE-PME ayant recours à l'IAG est la génération de contenus écrits, en forte progression sur un an. 68 % d'entre elles l'utilisent en ce sens, contre 54 % fin 2023. La recherche, collecte et analyse de données ou d'informations arrive en 2<sup>e</sup> position (57 %). Environ 1/3 d'entre elles l'utilisent pour la traduction (36 %) et la génération de contenus visuels divers (31 %).
- Les dirigeants de TPE-PME n'ayant pas recours à l'IAG l'expliquent avant tout par l'absence d'identification d'usage au sein de leur entreprise (pour 70 % d'entre eux). Un quart relèvent le manque d'expertise de leurs collaborateurs ou d'eux-mêmes et 13 % craignent un mauvais usage des outils (partage de données confidentielles de l'entreprise, manque de vérification des contenus produits par les applications, etc.). 10 % n'ont pas les moyens financiers pour le déployer et 10 % craignent que l'utilisation de l'IAG affecte la capacité à raisonner leurs collaborateurs.

\*L'IAG générative dans les PME : entre réticence, potentiel non-exploité et révolution intellectuelle, Bpifrance Le Lab, mars 2024

### Principaux usages des IA génératives



### Utilisation des IAG au sein des TPE-PME



Champ : Total (N = 3013)

Champ : TPE-PME déclarant utiliser les IAG (N = 987)

## CONJONCTURE RÉGIONALE : SYNTHÈSE

**La conjoncture se dégrade sur l'ensemble du territoire. Les Hauts-de-France se distinguent avec une croissance moyenne du chiffre d'affaires estimée à -0,3 % contre -1,4 % à -2,9 % dans les autres régions.** C'est la seule région qui voit son solde d'opinion sur l'activité se stabiliser sur le semestre (-1 point, -6 points sur un an). Hors Hauts-de-France, la croissance est attendue moins négative dans le Sud du Pays et en Bretagne qu'au Centre. L'activité ralentit fortement en 2024 dans le Grand-Est et les Pays de la Loire (solde d'opinion en recul de 21 points sur 1 an). L'Occitanie et l'Île-de-France affichent encore un solde d'opinion quasiment à l'équilibre (contre -7 à -12 points dans les autres régions hors Hauts-de-France), et relativement moins éloigné de leur moyenne historique que dans les autres régions (hors Hauts-de-France).

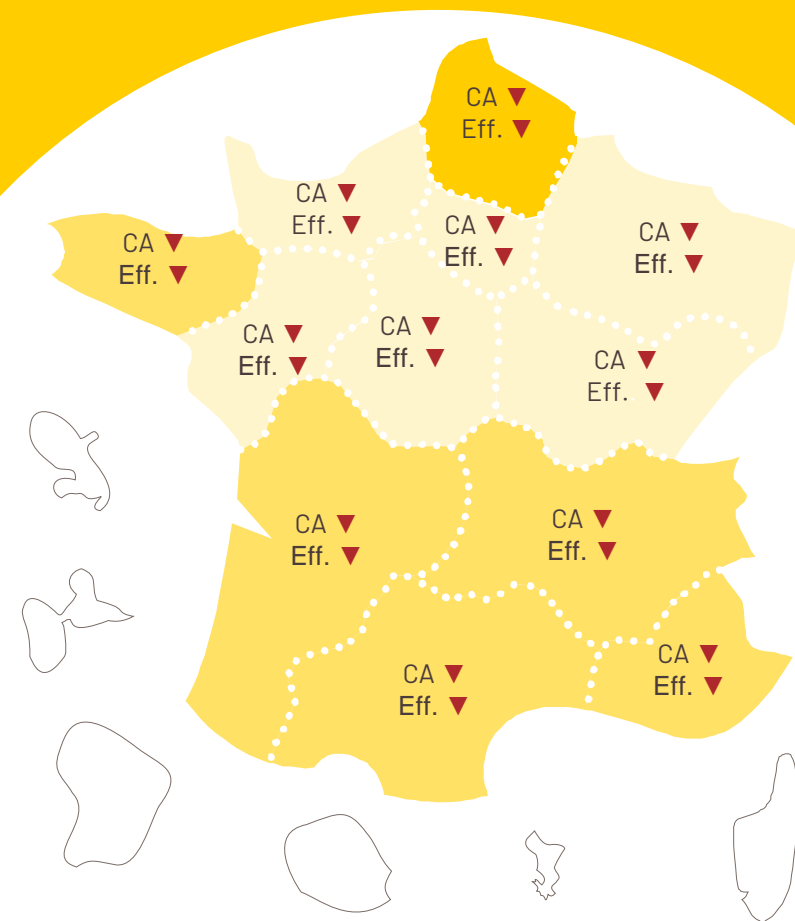
**L'emploi s'ajuste dans toutes les régions.** Le solde d'opinion sur l'emploi est en recul sur un an dans chaque région, le plus fortement en Normandie (-12 points) et en Auvergne-Rhône-Alpes (-10 points). L'emploi résiste un peu mieux en Bretagne et dans le Grand-Est, où l'indicateur recule de respectivement 2 et 4 points et s'établit à des niveaux encore proches de leur moyenne historique (3 à 4 points en dessous contre -9 points au niveau national).

**La situation de trésorerie se tend dans la plupart des régions à l'exception notable de la Bourgogne-Franche-Comté, du Grand-Est et de la Provence-Alpes-Côte d'Azur.** Dans ces trois régions, la trésorerie s'améliore et est jugée encore bien plus favorablement qu'en moyenne sur le passé. À l'inverse, la trésorerie se dégrade nettement en Île-de-France, en Nouvelle-Aquitaine et dans les Pays de la Loire.

**L'investissement ralentit dans toutes les régions françaises.** Le solde d'opinion sur l'évolution des dépenses d'investissement recule dans chaque région, à l'exception de la Provence-Alpes-Côte d'Azur où il se stabilise (à bas niveau toutefois, et avec un taux de TPE-PME réalisant des investissements en baisse de 2 points). Il s'inscrit nettement sous sa moyenne de long terme quelle que soit la région. L'investissement ralentit plus fortement en Bretagne : si la proportion de PME réalisant des investissements reste relativement élevée à 49 %, le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis chute de 12 points à -17 (contre -6 points à -11 en moyenne nationale).

**Les perspectives d'activité pour 2025 sont globalement mal orientées.** Elles s'améliorent en Bretagne (+3 points) et se stabilisent en Centre-Val de Loire, où l'indicateur reste très éloigné de sa moyenne de long terme. Elles s'assombrissent dans toutes les autres régions, le plus fortement dans les Hauts-de-France (-19 points à -14 contre -7 points à -3 au niveau national), région qui avait été relativement plus épargnée en 2024.

## Évolution du chiffre d'affaires et des effectifs en 2024 par région



Évolution moyenne du chiffre d'affaires estimée pour 2024

- De -3 % à -2,1 % ▲ Solde d'opinion (activité/effectifs) en hausse sur un an
- De -2 % à -1,1 % ■ Solde d'opinion (activité/effectifs) stable sur un an
- De -1 % à 0 % ▼ Solde d'opinion (activité/effectifs) en baisse sur un an
- Non significatif

# TABLEAU DE BORD

ANNÉE 2024 <sup>(1)</sup>

ANNÉE 2025 <sup>(1)</sup>

## Chiffre d'affaires

Moyenne 2000-2023\* Nov. 2023 Nov. 2024 Évolution / Nov. 2023

## Effectifs

Moyenne 2000-2023\* Nov. 2023 Nov. 2024 Évolution / Nov. 2023

## Investissements

Moyenne 2000-2023\* Nov. 2023 Nov. 2024 Évolution / Nov. 2023

### Ensemble des TPE-PME

14 8 -6 ↓

8 6 -1 ↓

-2 -5 -11 ↓

#### Taille

10 - 250 salariés

21 15 -3 ↓

14 12 2 ↓

0 -2 -9 ↓

Moins de 10 salariés

4 -5 -13 ↓

0 -5 -9 ↓

-6 -12 -17 ↓

#### Secteur

Commerce

13 0 -16 ↓

7 4 -3 ↓

-4 -6 -14 ↓

Construction

8 3 -6 ↓

6 1 -5 ↓

-5 -12 -14 ↓

Industrie

17 11 -10 ↓

7 7 0 ↓

-1 -5 -9 ↓

Services

19 13 5 ↓

13 10 3 ↓

0 -2 -7 ↓

Tourisme

6 33 -2 ↓

0 8 -4 ↓

-7 -4 -19 ↓

Transports

11 -4 0 ↑

8 0 -3 ↓

1 -2 -17 ↓

### Ensemble des TPE-PME

17 4 -3 ↓

12 12 5 ↓

13 10 7 ↓

#### Taille

10 - 250 salariés

22 8 1 ↓

15 15 7 ↓

13 10 6 ↓

Moins de 10 salariés

7 -5 -13 ↓

8 5 2 ↓

14 9 8 ↓

#### Secteur

Commerce

15 -2 -5 ↓

9 10 1 ↓

15 11 8 ↓

Construction

1 -16 -17 ↓

6 3 0 ↓

7 3 1 ↓

Industrie

21 8 -2 ↓

14 17 7 ↓

17 15 7 ↓

Services

23 16 7 ↓

19 17 12 ↓

13 9 7 ↓

Tourisme

9 11 -4 ↓

1 9 -5 ↓

13 13 9 ↓

Transports

6 -1 -12 ↓

6 6 -8 ↓

5 -3 4 ↑

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse)

\* Moyenne 2010 à 2023 dans les Transports, la série ayant été créée en novembre 2009. Moyenne des réponses de novembre uniquement pour l'investissement et l'année 2025

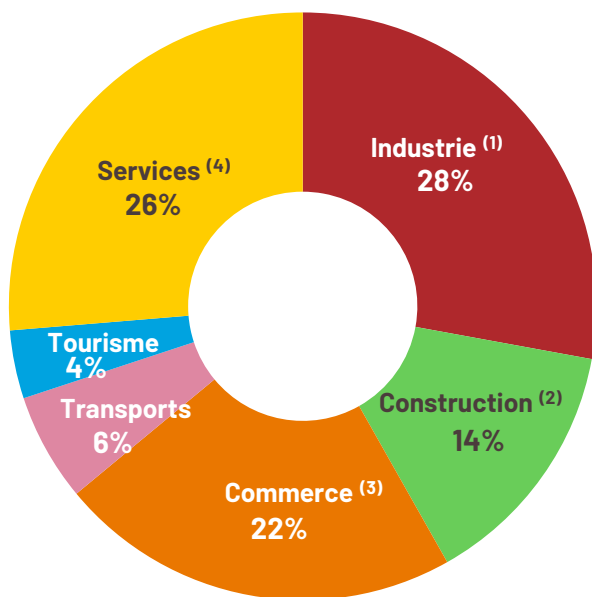
**4**

## **STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON**

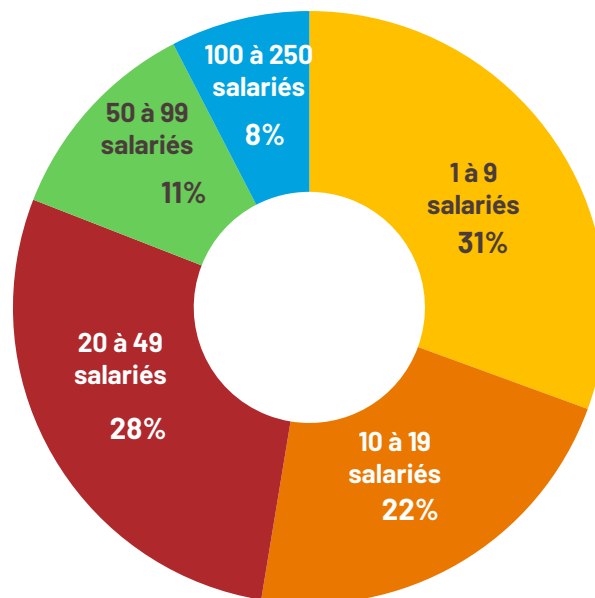


# STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON

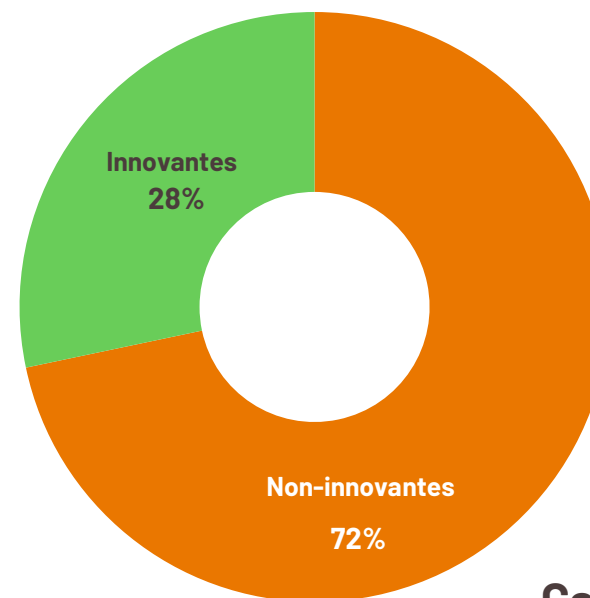
## Secteur d'activité



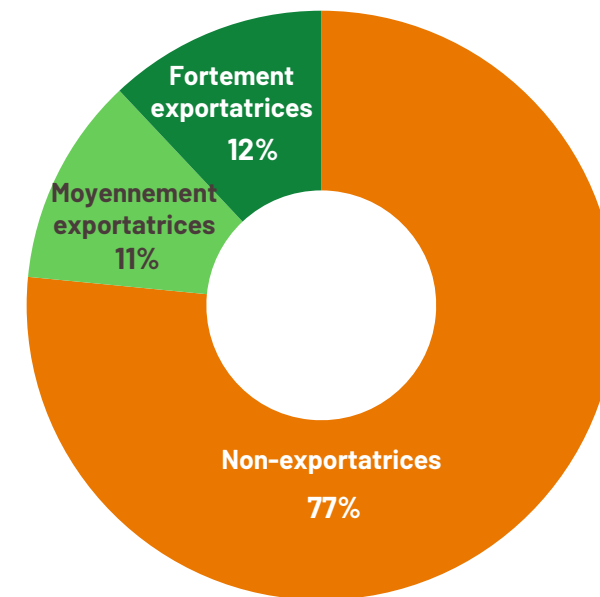
## Effectif



## Caractère innovant



## Caractère exportateur



(1) 3% agroalimentaire, 15% biens intermédiaires, 8% biens d'équipements et 3% biens de consommation

(2) 12% bâtiment et 2% travaux publics

(3) 2% commerce et réparation automobile, 14% commerce de gros et 6% commerce de détail

(4) 23% services aux entreprises et 4% services aux particuliers

# CONTACTS



[ecobpifrance@bpifrance.fr](mailto:ecobpifrance@bpifrance.fr)



[www.lelab.bpifrance.fr](http://www.lelab.bpifrance.fr)



[www.x.com/BpifranceLeLab](https://www.x.com/BpifranceLeLab)

## **Sabrina El Kasmi,**

Responsable du pôle Conjoncture-Macroéconomie-Risque pays, **Bpifrance**  
[sabrina.elkasmi@bpifrance.fr](mailto:sabrina.elkasmi@bpifrance.fr)

## **Laetitia Morin,**

Macroéconomiste-conjoncturiste, **Bpifrance**  
[laetitia.morin@bpifrance.fr](mailto:laetitia.morin@bpifrance.fr)



# SERVIR L'AVENIR

bpifrance